**1er mai 2014**

Partout dans le monde la journée internationale des travailleurs permet à des milliers de salariés, privés d’emploi et retraités de descendre dans les rues, certains au prix de leur vie, pour exiger un monde de paix, un juste partage des richesses et la mise en œuvre de politique sociale.

Face à une situation économique et sociale qui s’aggrave, dans une société où la qualité du « vivre ensemble » se dégrade, il est urgent d’intervenir et de ne pas laisser faire, urgent de dire haut et fort que les solutions apportées sont à des années-lumière des besoins des salariés.

La Commission Européenne organe exécutif, le Conseil des chefs d’état et de gouvernement décident des priorités politiques générales, ils remettent en cause les acquis sociaux conquis depuis des décennies.

L’Europe, cette Europe là est sourde aux aspirations des peuples.

A Bruxelles le 4 avril dernier, 52 000 travailleurs venus de 21 pays d’Europe, unis avec leurs syndicats, ont montré leur capacité à se rassembler massivement pour dénoncer les politiques d’austérité imposées par les États membres de l’Union et les institutions européennes et exiger un plan de relance des investissements et la création d’emplois de qualité.

Le 12 avril en France, 100 000 personnes ont manifesté contre la politique du gouvernement, oui car ici comme ailleurs en Europe d’autres politiques sont possibles, dans l’intérêt des peuples.

OUI d’autres choix visant le progrès social sont possibles. Pour cela, il faut s’unir pour agir, se rassembler pour gagner.

L’union des forces politiques, syndicales et associatives peut dessiner le chemin à suivre.

A 24 jours des élections européennes, les manifestations et rassemblements d’aujourd’hui sont l’occasion d’exiger une nouvelle fois une Europe sociale.

Ces élections doivent mettre fin à toutes les politiques libérales ! Il est grand temps de donner un sens politique aux luttes quotidiennes !

En France, les orientations du nouveau gouvernement ne répondent pas aux aspirations des salariés et ne règleront rien. Le vote-sanction que les électeurs ont voulu infliger au gouvernement lors des dernières élections municipales n’a visiblement pas été entendu au contraire les nouveaux bricoleurs choisissent d’enfoncer un peu plus le clou des mesures de rigueur, en commençant par imposer l’austérité salariale dans le secteur public comme dans le privé.

Mardi, les députés français ont adopté par 265 voix pour, 232 contre et 67 abstentions le programme de stabilité de 50 milliards d'euros présenté par Manuel Valls.

Le gouvernement sous le label fallacieux d’économies …va donc poursuivre et même amplifier sa logique d’austérité !!!

Les restrictions s’opéreront dans tous les domaines :

* 21 milliards pour la santé et l’action sociale avec le déremboursement des médicaments et des soins, moins de prise en charge pour les assurés, un futur hôpital de ST go de + en + hypothétique et les Conventions Collectives de prés de 400 salariés du secteur social en Comminges …remises en cause.
* 11 milliards pour les collectivités locales, 18 milliards pour l’Etat c'est-à-dire une réduction des services publics et de leurs missions, moins d’instituteurs et professeurs, moins d’infirmiers, moins de policiers, moins de Démocratie, moins de solidarité entre territoires... c’est bien un élu PS de Tournefeuille qui a dit « tant pis pour ceux qui choisissent de vivre à la campagne ».

Dans le même temps, c’est 30 milliards d’euros **(financés par le Pacte de Stabilité)** de cadeaux supplémentaires au patronat : c’est un nouveau détournement de notre budget commun, alors que, tous les ans, chaque français donne déjà plus de 3 000 € en aides diverses aux entreprises pour préserver l’emploi, sans garantie pour l’emploi et encore moins pour l’investissement.

Les 20 milliards restant ? Valls a décidé de les utiliser à de nouvelles exonérations patronales : suppression de la contribution sociale de solidarité des sociétés, diminutions du taux de l’impôt sur les sociétés et la liste n’est pas exhaustive !

Dans cette France où 1 jeune sur 4 est au chômage, où les plus anciens voient leurs pensions rabougries, où les salaires sont bloqués depuis de nombreuses années, où plus de 80 % des embauches sont réalisées en CDD, la situation des salariés n’a jamais été aussi fragile. ET POURTANT jamais, non JAMAIS, les salariés ne se sont vus imposer autant de sacrifices pour le seul bénéfice du patronat.

Le Comminges n’est pas exempt de ce tableau noir... Notre députée pourtant présente dans notre cortège en octobre 2010 contre la réforme des retraites entre à présent dans le cercle de Valls et va être missionnée pour expliquer sa politique.

Celle qui est en charge par son parti du pôle « justice sociale / cohésion territoriale » devra porter la bonne parole gouvernementale !

Alors qu’elle ait le courage de venir rencontrer non seulement les élus mais aussi et surtout les commingeois et commingeoises qui tous les jours souffrent de la politique ultra libérale de ses amis du Gouvernement !

Qu’elle ait le courage politique de les comprendre et non pas seulement de les écouter !

Leurs belles paroles on n’y croit plus, nos dirigeants sont des menteurs !

Pour sortir de l’austérité et ouvrir une nouvelle période de progrès social, **refusons l’isolement, le repli sur soi, l’exclusion, le racisme et le rejet de l’Autre.**  
Continuons plus que jamais à nous rassembler, à lutter pour imposer une autre alternative avec:   
• l’augmentation des pensions et des salaires ;   
• la mise à plat et l’évaluation de toutes les aides publiques accordées aux entreprises ;   
• une vie meilleure, faite de justice sociale ;   
• le respect des droits fondamentaux des êtres humains partout dans le monde, à commencer par le droit à un travail décent, reconnu et valorisé ;   
• un débat national sur la répartition des richesses créées par notre travail.

**Luttons encore et toujours car Einstein a dit**

**«Le monde ne sera pas détruit par ceux qui le font mal mais par ceux qui le regardent sans rien faire ».**